



Liberté de la presse : Une conquête permanente !

Dans la rubrique « Désinfox Coronavirus » qui vient d'être créée, le site web du gouvernement français publie une liste de liens vers « des articles de médias français luttant, dans le cadre de la crise sanitaire, contre la désinformation ». La qualité des articles ainsi mis en avant - émanant pour le moment de cinq rédactions seulement : *Libération*, *20 Minutes*, FranceTVinfo, l'AFP et *Le Monde* - n'est pas en cause. Mais de quel droit le gouvernement se permet de décider ce qui relève de la « bonne » et de la « mauvaise » information ?

Et quid des articles sur la gestion de la pandémie, publiés par ces même médias ou par d'autres, pointant l'impréparation de l'Etat, le triste état de l'hôpital public, l'improvisation totale pour la réouverture des écoles, etc. ? Auront-ils l'honneur d'être cités dans « Désinfox Coronavirus » ?

Jamais les journalistes n'ont eu autant de mal à exercer leurs missions dans le monde. Le Conseil de l'Europe vient de publier le bilan annuel 2020 de sa « Plateforme pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes ». En 2019, dans 87 alertes sur 142 (61%), la menace émane de l'Etat et seulement 9 cas sont considérés « résolus ».

L'Etat français est très fortement montré du doigt dans le chapitre intitulé : *France : violence à l'encontre de journalistes couvrant les manifestations*. Sept des 13 alertes publiées en 2019 concernant la France relevaient des violences ou des mesures de police agressives contre des journalistes couvrant les manifestations. La France fait partie des pays qui ont fait l'objet du plus grand nombre d'alertes publiées sur la Plateforme en 2019. Elle se classe également deuxième après l'Italie parmi les États membres de l'UE au regard du nombre d'alertes actives enregistrées sur la Plateforme. »

Le rapport mentionne que près de 200 journalistes ont été, d'une façon ou d'une autre, empêchés de travailler.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) et le Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT) soulignent que ces journalistes ont été délibérément visés, blessés, parfois gravement, injuriés, leurs outils de travail ont été saisis et détruits et leurs matériels de protection confisqués. Des plaintes ont été déposées contre les forces de l'ordre mais en ce 2 mai 2020, aucune nouvelle de ces plaintes, aucune réponse aux demandes de rendez-vous avec les autorités responsables !

La FIJ et le contexte mondial de Coronavirus

Le contexte mondial de pandémie, avec ses mesures de restrictions, ne favorise pas la production d'une information de qualité, et risque de laisser le champ libre à toutes les fausses nouvelles, propagandes et rumeurs malveillantes.

« Le Covid-19 infecte la liberté de la presse dans le monde. » C'est le titre de [l'enquête](#) réalisée par la Fédération Internationale des journalistes (FIJ, première organisation de représentation des journalistes dans le monde avec 600 000 adhérents dans 146 pays) dans les derniers jours d'avril. Elle a permis d'établir les difficultés rencontrées par la profession ; 1 308 journalistes de 77 pays ont contribué à ce travail.

- Presque tous les journalistes indépendants ont perdu des revenus ou des opportunités de travail.
- Plus de la moitié des journalistes souffrent de stress et d'anxiété.
- Plus d'un quart d'entre eux ne bénéficient pas des équipements essentiels pour travailler en toute sécurité depuis leur domicile, tandis qu'un sur quatre n'a pas d'équipement de protection pour travailler sur le terrain.
- Des dizaines de journalistes ont été arrêtés, poursuivis en justice ou agressés.
- Plus d'un tiers des journalistes ont changé de sujets pour se consacrer à la couverture des événements liés à Covid-19.

FIJ : « Plateforme mondiale pour un journalisme de qualité »

Parallèlement, une [« Plateforme mondiale pour un journalisme de qualité »](#) a été élaborée avec les délégués des 5 continents et publiée le 29 avril.

La FIJ constate que les médias et journalistes sont en danger et propose « un plan de relance mondial audacieux et immédiat pour sauver les médias les plus touchés et les journalistes les plus précaires ; elle appelle tous les gouvernements nationaux à s'engager pour un journalisme de qualité en ces temps de désinformation grâce à des mesures politiques et économiques fortes qui assureront la survie des médias et des journalistes professionnels. »

- Taxation des GAFAM et gestion de ces fonds de façon paritaire par les syndicats de journalistes et les organisations d'employeurs
- Fort soutien aux médias de service public
- Fiscalité allégée en fonction de l'observance de critères sociaux et de transparence
- Réforme des règles de propriété des médias afin de garantir le pluralisme
- Soutien aux journalistes précaires
- Protection renforcée des lanceurs d'alerte
- Éducation nationale aux médias pour combattre désinformation et fausses nouvelles.

Voici les points principaux de ce véritable travail de reconquête !

Le SNJ et le SNJ-CGT s'engagent à les populariser et les faire aboutir.

**L'information ne doit jamais être confinée.
L'information doit rester un bien public.**

Paris, 2 mai 2020